

## COMMUNIQUÉ

Lenzburg, le 22 novembre 2012

### **Enseignement des langues nationales à l'école : le Forum Helveticum lance l'alarme** **Signaux inquiétants pour la cohésion nationale et nécessité de mesures urgentes**

[Lien vers le dossier: www.forum-helveticum.ch](http://www.forum-helveticum.ch)

**En 2011 et 2012, des interventions politiques et des propositions venant d'associations d'enseignants, toutes en défaveur de l'enseignement de l'italien et du français, ont été présentées dans plusieurs cantons alémaniques. Ces signaux inquiétants ont conduit le Forum Helveticum (FH) à consacrer un dossier à cette thématique. Les réponses que décideurs et spécialistes apportent dans le cadre de notre enquête montrent que les langues nationales restent, au sein de l'enseignement des langues étrangères, un élément essentiel pour la cohésion nationale et l'identité suisse. Il y a aussi unanimité sur le fait que la situation de l'enseignement des langues requiert des mesures urgentes à plusieurs niveaux. Les inquiétudes sont cependant en partie différentes en Suisse latine et en Suisse alémanique.**

Les principales différences entre Suisse latine et alémanique résident dans la perception des « événements » évoqués plus haut qui ont eu lieu dans certains cantons alémaniques. En Suisse latine, ils sont perçus comme une menace pour la cohésion nationale, voire comme des faits pouvant conduire à un éclatement du pays. Par ailleurs, ils mettraient en péril le maintien des langues et cultures latines en Suisse. Cette position est compréhensible, puisqu'il est question de supprimer l'italien comme option spécifique ou le français pour les élèves en difficulté scolaire ou encore de reporter l'enseignement du français de l'école primaire au niveau secondaire. Si les décideurs alémaniques condamnent aussi majoritairement ces « événements », ils n'y voient pas pour autant de danger pour la cohésion nationale. Cependant, ils prennent également au sérieux les signaux provenant des cantons impliqués, parce qu'ils sont l'expression de problèmes graves et multiples dans les domaines scolaire et de la politique de l'éducation.

Les acteurs interviewés sont unanimes : les langues nationales restent, au sein de l'enseignement des langues étrangères, un élément essentiel pour la cohésion nationale et l'identité suisse. Elles sont donc à promouvoir en conséquence. En ce qui concerne les différentes mesures de type didactique et pédagogique, les échanges scolaires et toutes les activités favorisant l'apprentissage contextualisé sont plébiscités. Le FH soutient également avec conviction – aussi bien de manière idéale qu'avec des projets concrets – la promotion de ce type d'activités ; l'échange scolaire est une possibilité connue depuis longtemps d'accompagner activement l'enseignement des langues mais qui continue à être trop peu utilisée à l'intérieur de la Suisse.

Parmi les personnalités interviewées, beaucoup demandent avec urgence un état des lieux objectif et d'envergure nationale de l'enseignement (précoce) des langues étrangères, incluant aussi l'amélioration des conditions de réussite et l'analyse des moyens financiers ; une meilleure collaboration et coordination entre tous les acteurs concernés serait également bienvenue. Du point de vue du FH, un débat et un état des lieux nationaux devraient également inclure – en plus des questions didactiques, pédagogiques et financières – trois autres aspects : **1.** Une sensibilisation au fait que le plurilinguisme de la Suisse ne constitue pas (seulement) un obstacle mais une chance unique à saisir – aussi en vue de la compétition dans le monde de l'économie, y compris au niveau international – et au fait que l'enseignement des langues étrangères sert (aussi) à la promotion de la cohésion nationale et de notre « suissitude ». **2.** Les différentes perceptions et les souhaits spécifiques aux régions linguistiques évoqués plus haut devraient être intégrés au débat. **3.** Ce débat devrait, en ce qui concerne les réflexions de fond, inclure d'autres cercles de la société (par ex. les associations de parents). En tant que centre de compétences pour la compréhension linguistique et culturelle, le FH est prêt à offrir ses services dans ce contexte.

Le fait que des minorités linguistiques se sentent négligées par la majorité lors de décisions de portée nationale ou le fait qu'elles se voient menacées dans leur identité linguistique et culturelle constitue souvent un fort potentiel de conflit. Un dialogue permanent entre les régions linguistiques et un effort pour comprendre la sensibilité de « l'autre » sont essentiels pour éviter des situations conflictuelles. Le FH invite les acteurs de la politique de l'éducation, du corps enseignant et des organisations intéressées à s'y atteler dans le cadre d'un débat national.